

Doctrines

Législation Communautaire

Assurances

- (058319) DDA : la distribution des IBIP's à l'épreuve de l'avis technique d'EIOPA, MARLY Pierre-Grégoire (Revue trimestrielle de droit financier, 01/03/17, n°1, p.144-147)

Nouvelles technologies et commerce électronique

- (058434) Le délégué à la protection des données : un peu plus qu'un « correspondant informatique et libertés » ?, PERRAY Romain , UZAN-NAUKIN Julie (Revue Lamy Droit de l'immatériel, 01/04/17, n°136, p.36-40)

Procédures collectives

- (058349) Le Règlement communautaire du 20 mai 2015 sur les procédures d'insolvabilité : questions de procédure, VALLENS Jean-Luc (R.T.D. COM., 01/01/17, n°1, p.194-200)

Législation Internationale

Procédure

- (058321) Report on the implications of Brexit on judicial cooperation in civil and commercial matters , MUIR WATT Horatia , AZOULAI Loïc, BISMUTH Régis (Revue trimestrielle de droit financier, 01/03/17, n°1, p.3-15)

Législation Nationale

Banque

- (058450) ACPR - Un an de jurisprudence en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme et de gel des avoirs, BOURSIER Marie-Emma (J.C.P. E., 27/04/17, n°17)

- (058438) Un an de jurisprudence du TEG en matière de crédit immobilier , DUVAL-STALLA Alexandre , MONOD Constance (J.C.P. E., 20/04/17, n°16, p.48-54)
- (058412) Les clauses abusives en matière d'octroi d'un instrument de paiement, KILGUS Nicolas (AJ contrat, 01/04/17, n°4, p.172-174)

Bourse et marchés financiers

- (058485) Dans quelle mesure les réglementations bancaire et financière française et européenne sont-elles applicables aux établissements monégasques ? HERBET Jérôme (Revue de droit bancaire et financier, 01/03/17, n°2, p.12-16)

Civil

- (058486) Le financement et la cession de dette, EFREMOV Rudolf (Revue de droit bancaire et financier, 01/03/17, n°2, p.20-25)

Garantie

- (058487) Sûretés et clauses abusives, GOUEZEL Antoine (Revue de droit bancaire et financier, 01/03/17, n°2, p.31-39)

Procédure

- (058296) Mesure provisoire – Voies d'exécution – Immunité d'exécution – Fonds vautours, TENEMBAUM Aline (Banque et droit, 01/03/17, n°172, p.56-59)

Public

- (058415) Création de l'Agence française anticorruption par la loi « Sapin 2 » : quels moyens pour quelle action ?, ROLLAND Christophe (, 01/03/17, n°3, p.124-126)

Sociétés et autres groupements

- (058440) La prévention des risques encourus par le dirigeant de société (Colloque, Nancy le 13 octobre 2016) (Revue de jurisprudence commerciale, 01/03/17, n°2, p.259-302)
- (058418) La nature juridique du report à nouveau, BARRILLON Clément (Bulletin Joly Sociétés, 01/05/17, n°5)
- (058405) La consécration législative du devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuse d'ordre, PARANCE Béatrice (Gazette du Palais, 18/04/17, n°15, p.16-20)

Institutions bancaires et financières

Législation

- (058474) 2017-042 Courrier de la Banque de France du 27 avril 2017 : dispositions du code électoral en matière d'ouverture de comptes pour les mandataires financiers de candidats à des fonctions électives (Communications Adhérents FBF, 28/04/17)

Jurisprudence

Législation Communautaire

Banque

- **(058481) Contrat de prêt : réglementation européenne des clauses abusives**

Deux décisions importantes de la Cour de justice européenne illustrent comment la réglementation européenne est venue à la rescousse des emprunteurs immobiliers espagnols. (CJUE - 21/12/16 ; CJUE - 26/01/17 : Revue de droit bancaire et financier 2017, n°2, p.75 - note de GOURIO Alain, GILLOUARD Marie)

Assurances

- **(058376) Devoir d'information en assurance-vie**

Ne satisfait pas à l'obligation d'information qui lui incombe l'assureur de groupe sur la vie qui insère la notice informative, précédée de l'encadré visé par l'article L. 132-5-3 du Code des assurances, au sein d'une liasse de documents débutant par l'énoncé des « conditions particulières » de la police. Avant de condamner l'assureur défaillant à restituer le capital initialement versé par l'adhérent, la cour d'appel est néanmoins tenue de contrôler l'existence d'un éventuel abus de droit dans l'exercice, par cet adhérent, de sa faculté prorogée de renonciation au contrat. (Cass.Civ. - 12/01/17 - 16-10003 : Revue générale du droit des assurances 2017, n°4, p.272 - note de ASSELAIN Maud)

Banque

- **(058479) Fraude aux paiements à distance par Internet : la jurisprudence de la Cour de cassation est-elle conforme à l'article L. 133-23, alinéa 2, du Code monétaire et financier ?**

La Cour de cassation réitère sous l'empire des dispositions du Code monétaire et financier issues de la transposition de la directive SEPA sa jurisprudence aux termes de laquelle la négligence grave du porteur d'un dispositif de sécurité personnalisé ne saurait se déduire de la seule utilisation de ce dispositif. (Cass.Com - 18/01/17 - 15-18102 : Revue de droit bancaire et financier 2017, n°2, p.40 - note de SAMIN Thierry, TORCK Stéphane)

- **(058460) Manquement au devoir de mise en garde et caractère abusif de la clause d'indexation**

Par deux arrêts du 29 mars 2017, la Cour de cassation précise sa position en matière de contrats de prêts en devise étrangère prévoyant le remboursement selon un cours différent de celui applicable au calcul du montant du prêt lors de son déblocage. (Cass.Civ. - 29/03/17 - 15-27231 ; Cass.Civ. - 29/03/17 - 16-13050 : J.C.P. N. 2017, n°16, p.37 - note de PIEDELIEVRE Stéphane)

- **(058413) Point de départ de la prescription de l'action en contestation du TEG exercée par un emprunteur professionnel**

Le point de départ de la prescription de l'action en nullité du TEG ne peut être antérieur au premier écrit indiquant ce taux lorsque l'emprunteur invoque l'irrégularité et non l'absence d'indication de ce taux. (Cass.Com - 31/01/17 - 14-26360 : AJ contrat 2017, n°4, p.179 - note de BOUCARD François)

Bourse et marchés financiers

- **(058480) Chronique de régulation bancaire : décisions de la Commission des sanctions de l'ACPR**

Sanctions ACPR pour non-respect des exigences en matière de dispositif de lutte anti-blanchiment ; sanctions ACPR à l'encontre d'un changeur manuel ; questions d'ordre procédural relatives à la prévisibilité et à la clarté des règles, à l'usage de qualifications alternatives dans la

notification des griefs et à la prescription de l'action en matière disciplinaire. (Commission des sanctions de l'ACPR - 28/12/16 ; Commission des sanctions de l'ACPR - 15/12/16 ; Commission des sanctions de l'ACPR - 08/12/16 : Revue de droit bancaire et financier 2017, n°2, p.52 - note de MATHEY Nicolas)

Civil

- **(058456) La désignation d'un tiers comme administrateur provisoire de la succession**

En cas d'opposition d'intérêts et de mésentente entre les indivisaires, la combinaison des articles 813-1 et 815-6 du Code civil ouvre la possibilité de désigner un tiers, et non pas simplement un indivisaire, comme administrateur provisoire de la succession. (T.G.I - Paris - 22/09/16 : J.C.P. N. 2017, n°16, p.49 - note de BLANCHARD Christophe)

- **(058448) Conditions de modification des statuts d'une association**

Dans le silence des statuts d'une association, seules les modifications statutaires ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés doivent être adoptées à l'unanimité. (Cass.Civ. - 01/02/17 - 16-11979 : J.C.P. E. 2017, n°17, p.15 - note de LEBEL Christine)

Garantie

- **(058478) Garanties personnelles et droit des sociétés : le sort de la garantie autonome a l'aune de la restructuration du bénéficiaire**

Par un arrêt du 31 janvier 2017, la Chambre commerciale se prononce en faveur d'un principe d'intransmissibilité d'une garantie autonome lorsqu'intervient une transmission universelle du patrimoine du bénéficiaire. Riche sur le plan théorique, la décision en cause est aussi porteuse de conséquences pratiques que les opérateurs économiques ne sauraient ignorer (Cass.Com - 31/01/17 - 15-19158 : Revue de droit bancaire et financier 2017, n°2, p.17 - note de ANSAULT Jean-Jacques)

Procédures collectives

- **(058476) La cession Dailly-garantie n'est pas un paiement au sens de l'article L. 632-1, 4°, du Code de commerce**

C'est le sort de la cession-garantie réalisée pendant la période suspecte qui mérite attention. La solution apportée par la Cour de cassation, approuvant la cour d'appel, ne doit pas surprendre. Elle est la suite de la construction par la jurisprudence du statut de la cession à titre de garantie de créances professionnelles par bordereau. (Cass.Com - 22/03/17 - 15-15361 : Actualité des procédures collectives civiles et commerciales 2017, n°8 - note de VALLANSAN Jocelyne)

- **(058451) L'instrumentalisation de l'article L. 113-3 du Code des assurances au service des finalités du droit des entreprises en difficulté**

Au cours de la liquidation judiciaire, l'immeuble du débiteur a été détruit par un incendie. Pour se soustraire à ses obligations et ne pas verser l'indemnité d'assurance, l'assureur a invoqué la résiliation de plein droit des contrats d'assurance habitation et professionnelle de l'immeuble pour défaut de paiement des primes échues postérieurement à ladite liquidation et sollicité auprès du juge-commissaire la constatation de leur résiliation à la date du 1er juin 2009 correspondant au premier impayé. Par un arrêt du 3 septembre 2014, la cour d'appel de Nancy a accueilli la demande de l'assureur. Selon les juges du fond, l'article L. 622-13 du Code de commerce, auquel le contrat est soumis exclusivement, prévoit que le défaut de paiement d'une somme d'argent entraîne sa résiliation de plein droit. Un pourvoi a été formé. Par une décision du 21 octobre 2016, la Cour de cassation a cassé ledit arrêt. Selon les juges de droit, l'article L. 622-13 du Code de commerce n'exclut pas l'application de l'article L. 113-3 du Code des assurances en cas de procédure collective de l'assuré. (Cass.Com - 15/11/16 - 14-27045 : J.C.P. E. 2017, n°17, p.18 - note de STEFANIA Thomas)

Textes

Législation Communautaire

Banque

- (058484) Taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement : 0,00 % au 1er mai 2017 - Taux de change de l'euro
(J.O.U.E. série C n°139 du 04/05/17, p.1)
- (058477) Décision (UE) 2017/760 de la Banque centrale européenne du 24 avril 2017 sur le montant total des redevances de surveillance prudentielle annuelles pour 2017 (BCE/2017/11) (J.O.U.E. série L n°113 du 29/04/17, p.52)

Bourse et marchés financiers

- (058475) Règlement délégué (UE) 2017/751 de la Commission du 16 mars 2017 modifiant les règlements délégués (UE) 2015/2205, (UE) 2016/592 et (UE) 2016/1178 en ce qui concerne le délai de mise en conformité avec les obligations de compensation accordé à certaines contreparties négociant des dérivés de gré à gré (J.O.U.E. série L n°113 du 29/04/17, p.15)

- (058469) Règlement délégué (UE) 2017/747 de la Commission du 17 décembre 2015 complétant le règlement (UE) n° 806/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les critères à retenir pour le calcul des contributions ex ante, ainsi que les circonstances et les conditions dans lesquelles le paiement des contributions ex post extraordinaires peut être partiellement ou totalement reporté (J.O.U.E. série L n°113 du 29/04/17, p.2)

Civil

- (058471) Rectificatif au règlement (UE) 2016/1104 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés (J.O.U.E. série L n°113 du 29/04/17, p.62)
- (058470) Rectificatif au règlement (UE) 2016/1103 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière de régimes matrimoniaux (J.O.U.E. série L n°113 du 29/04/17, p.62)

Public

- (058483) Liste des comptes qui doivent être considérés comme des comptes exclus aux fins de l'annexe I, section VIII, point C 17) g), de la directive 2011/16/UE du Conseil (J.O.U.E. série C n°139 du 04/05/17, p.24)

Législation Nationale

Assurances

- (058459) Arrêté du 25 avril 2017 modifiant l'arrêté du 1er septembre 2016 portant création par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé de données à caractère personnel de gestion du fichier des contrats de capitalisation et d'assurance vie dénommé Ficovie (J.O. n°100 du 28/04/17)

Banque

- (058458) Arrêté du 25 avril 2017 modifiant l'arrêté du 14 juin 1982 relatif à l'extension d'un système automatisé de gestion du fichier des comptes bancaires (J.O. n°100 du 28/04/17)

Civil

- (058482) Décret n° 2017-696 du 2 mai 2017 relatif aux procédures de reconnaissance par voie électronique des qualifications professionnelles de professions réglementées (J.O. n°105 du 04/05/17)

Procédures collectives

- (058467) Décision du Conseil constitutionnel n° 2017-626 QPC du 28 avril 2017 [application des procédures collectives aux agriculteurs] (J.O. n°101 du 29/04/17)

Public

- (058466) Décret n° 2017-672 du 28 avril 2017 portant publication de l'accord multilatéral entre autorités compétentes portant sur l'échange des déclarations pays par pays, signé à Paris le 27 janvier 2016 (J.O. n°102 du 30/04/17)

Sociétés et autres groupements

- (058468) Décision du Conseil constitutionnel n° 2017-627/628 QPC du 28 avril 2017 [Contribution patronale sur les attributions d'actions gratuites] (J.O. n°101 du 29/04/17)
- (058465) Décret n° 2017-540 du 12 avril 2017 modifiant le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes (J.O.U.E. série L n°89 du 14/04/17)